

**SOCIETE DE RAFFINAGE DE ZINDER**  
(le Vendeur)

**SOCIETE NIGERIEENNE DE PRODUITS PETROLIERS**  
(SONIDEP)  
(l'Acheteur)

et

**LA RÉPUBLIQUE DU NIGER**  
(L'ÉTAT) (la Caution)

---

**CONVENTION DE COMMERCIALISATION**

**Relatif à la Société de Raffinage de Zinder**

---

## TABLE DES MATIERES

<b>ARTICLE I DEFINITIONS ET INTERPRETATION.....</b>	<b>2</b>
1.1 DEFINITIONS.....	2
1.2 INTERPRETATION.....	7
1.3 OBLIGATIONS DE L'ÉTAT.....	9
<b>ARTICLE II QUANTITES .....</b>	<b>10</b>
2.1 QUANTITE CONVENTIONNELLE.....	10
2.2 OBLIGATION DE <i>TAKE OR PAY</i> .....	10
2.3 QUANTITES DE RECUPERATION <i>TAKE OR PAY</i> .....	10
2.4 BESOINS DOMESTIQUES.....	12
2.5 PROCEDURE DE DESIGNATION ET D'ENLEVEMENT.....	16
<b>ARTICLE III PRIX CONVENTIONNEL.....</b>	<b>17</b>
3.1 CALCUL DE BASE.....	17
3.2 AJUSTEMENT PERIODIQUE DU PRIX.....	17
<b>ARTICLE IV FACTURATION ET PAIEMENT.....</b>	<b>19</b>
4.1 FACTURE DU VENDEUR.....	19
4.2 FACTURES PROVISOIRES.....	21
4.3 PAIEMENT.....	21
4.4 JOURS NON OUVRES.....	22
4.5 FACTURES CONTESTEES.....	22
4.6 CESSON PAR L'ÉTAT DES DROITS DE PAIEMENT EN AMONT	22
4.7 RETARD DE PAIEMENT.....	23
4.8 PAIEMENT PAR ANTICIPATION.....	24
<b>ARTICLE V TAXES.....</b>	<b>24</b>
5.1 GENERAL.....	24
5.2 TVA.....	25
5.3 DROITS D'ACCISE.....	25
5.4 CREDITS D'IMPOT.....	26

5.5	DOCUMENTS .....	26
<b>ARTICLE VI PROPRIETE ET RISQUE .....</b>		<b>26</b>
6.1	PROPRIETE .....	26
6.2	RISQUE.....	27
<b>ARTICLE VII MESURAGE .....</b>		<b>27</b>
7.1	MESURAGE .....	27
<b>ARTICLE VIII FORCE MAJEURE.....</b>		<b>27</b>
8.1	GENERAL .....	27
8.2	NOTIFICATION .....	28
8.3.	MESURES CORRECTIVES .....	28
<b>ARTICLE IX RESILIATION ET SUSPENSION .....</b>		<b>29</b>
9.1	DUREE .....	29
9.2	RESILIATION POUR VIOLATION .....	29
9.3	RESILIATION POUR INSOLVABILITE.....	29
9.4	SUSPENSION D'EXECUTION.....	30
9.5	RECOURS NON EXCLUSIF .....	31
9.6.	SURVIE .....	31
<b>ARTICLE X DROIT APPLICABLE, RECLAMATIONS ET REGLEMENT DES DIFFERENDS.....</b>		<b>31</b>
10.1.	DROIT APPLICABLE .....	31
10.2.	RECLAMATIONS SUR LA QUANTITE/ QUALITE.....	32
10.3.	DETERMINATION PAR UN EXPERT.....	33
10.4.	ARBITRAGE.....	33
10.5.	ASSISTANCE JUDICIAIRE .....	33
<b>ARTICLE XI CONFIDENTIALITE.....</b>		<b>33</b>
11.1.	GENERAL .....	33
11.2.	EXCEPTIONS .....	34
<b>ARTICLE XII DIVERS .....</b>		<b>35</b>
12.1.	LIEN AVEC LE CPP .....	35
12.2.	GARANTIES IMPLICITES.....	36

12.3. DOMMAGES INDIRECTS .....	36
12.4 CESSIION.....	36
12.5. RESPECT DES LOIS.....	37
12.6. COUTS ET DEPENSES .....	37
12.7. LIMITATIONS DE RESPONSABILITE.....	37
12.8. NOTIFICATIONS .....	37
12.9. SANTE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT .....	39
12.10. RENONCIATION.....	39
12.11. MODIFICATIONS .....	39
12.12. DIVISIBILITE .....	40
12.13. TITRES .....	40
12.14. STABILISATION.....	40
12.15. INTEGRALITE DE LA CONVENTION.....	41
12.16. EXEMPLAIRES.....	41

φ





## ANNEXES

Annexe 1 - Points de Livraison

Annexe 2 - Quantité

Annexe 3 - Spécifications

Annexe 4 - Prix

Annexe 5 - Compteurs, Mesurage et Tests

Annexe 6 - Formulaire de Désignation

## CONVENTION DE COMMERCIALISATION

La présente Convention de Commercialisation (la « **Convention** »), en date de ..., est conclue par et entre :

- (2) **La Société de Raffinage de Zinder S.A.(SORAZ)**, société de droit de la République du Niger, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Niamey sous le numéro RCCM NI-NIA-2009-B-111, ayant son siège social à Niamey- République du Niger, N° 1132, Rue Ambassade 4, Quartier KOUARA KANO Commune I, BP : 13.960 Niger (l'« **Acheteur** »), représentée par Mr YANG ZHONGDI ; d'une part,
- et
- (3) **La Société Nigérienne des Produits Pétroliers S.A (SONIDEP)**, une société d'Etat constituée au Niger, avec son siège à 103 Avenue de l'Afrique, BP 11702, Niamey, Niger (SONIDEP) (l'« **Acheteur** »), représentée aux présentes par son Directeur Général, Mr IDI ANGO OUSMANE; et
- (4) **La République du Niger**, représentée aux présentes par Mr FOUMAKOYE GADO, Ministre de l'Energie et du Pétrole, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés (l'« **État** »), d'autre part ;

Le Vendeur, l'Acheteur et la Caution sont collectivement désignés les « **Parties** » et individuellement la « **Partie** », sous réserve dans tous les cas de l'Article 1.3 (Obligations de l'État).

9



## **Préambule**

CONSIDERANT le Contrat de Partage de Production en date du 02 juin 2008 régissant les rapports entre l'État et **CNPC Niger Petroleum S.A.**;

CONSIDERANT l'engagement du Vendeur à fournir à l'Acheteur toute la quantité de produits pétroliers raffinés nécessaire à la satisfaction des **Besoins Domestiques** de la République du Niger ;

CONSIDERANT l'engagement de l'Acheteur à s'approvisionner auprès du Vendeur pour la satisfaction des **Besoins Domestiques de la République du Niger** ;

CONSIDERANT l'engagement de la République du Niger à garantir personnellement l'exécution des obligations de l'Acheteur ;

**IL EST CONVENU** ce qui suit :

## **Article I** **Définitions et Interprétation**

### **1.1 Définitions**

Les définitions du présent Article 1.1 s'appliquent à la présente Convention.

« **Augmentation des Besoins Domestiques** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 2.4.5 ;

« **Baril** » désigne 42 gallons américains de 231 pouces cube par gallon mesurés à une température de 60 degrés Fahrenheit ;

« **Besoins Domestiques** » désigne, pour tout produit pétrolier raffiné donné (y compris les Produits), les besoins de la consommation nationale de la République du Niger pour ledit produit pétrolier raffiné exprimés en Barils par Jour ;

φ



« **CPP** » désigne le Contrat de Partage de Production conclu le 02 juin 2008 entre la République du Niger et China National Oil and Gas Exploration and Development Corporation, tel que modifié ;

« **Contrôle** » signifie le droit d'exercer ou de faire exercer le droit de vote d'au-moins cinquante pourcent (50%) des actions à droit de vote de ladite société ou personne morale.

« **Différentiel du Prix de Récupération** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 2.3.2 ;

« **Droit d'Accise** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 5.1 ;

« **Facture** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 4.1 ;

« **Facture Provisoire** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 4.2 ;

« **Force Majeure** » signifie l'un quelconque des événements suivants, lorsque ces derniers affectent la bonne exécution de la présente convention. Aux termes du présent Contrat, doit être entendu comme cas de Force Majeure, tout événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la Partie qui l'allègue, tel que cause naturelle, épidémie, tremblement de terre, incendie, inondation, grève, émeute, insurrection, troubles civils, sabotage, explosion, faits de guerre ou conditions imputables à la guerre, ayant pour effet d'entraîner l'impossibilité pour la Partie affectée d'exécuter ses obligations contractuelles. L'intention des Parties est que l'expression Force Majeure reçoive l'interprétation la plus conforme aux principes et usages du droit international, notamment celle consacrée par la Commission du Droit International de l'Organisation des Nations Unies.

« **Incoterms** » désigne l'édition du 1er janvier 2000 des Règles Internationales pour l'Interprétation des Termes Commerciaux

φ





préparées par la Chambre de Commerce Internationale, ainsi que toute édition ultérieure pouvant s'appliquer à tout moment ;

« **Jour** » désigne une période continue de 24 heures commençant à minuit (0h00 h) et se terminant à vingt trois heures cinquante neuf (23h59) sur le fuseau horaire de la République du Niger ou sur tout autre fuseau horaire convenu par les Parties ;

« **Jour Ouvré** » désigne tout jour autre qu'un samedi ou un dimanche où les banques sont ouvertes en République du Niger et en République Populaire de Chine ;

« **Mois de Livraison** » désigne une période continue constituée de chaque Jour d'un mois calendaire ;

« **Montant Contesté Ajusté** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 4.5.;

« **Montant d'Ajustement de la Facture Provisoire** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 4.2 ;

« **Montant d'Ajustement de la Quantité de Récupération** » désigne, pour tout Produit et Mois de Livraison donné au titre duquel l'Acheteur a une obligation de paiement aux termes de l'Article 2.3.2, le montant égal au Différentiel du Prix de Récupération pour ledit Produit et Mois de Livraison multiplié par la Quantité de Récupération *Take or Pay* dudit Produit pour ledit Mois de Livraison ;

« **Montant du Paiement Mensuel** » désigne, pour un Produit et Mois de Livraison donné, le montant en Dollars US égal (i) au Prix Mensuel Conventionnel pour ledit Produit et Mois de Livraison multiplié par (ii) la somme de la Quantité de Livraison Mensuelle pour ledit Produit et Mois de Livraison plus toute Quantité Déficitaire *Take or Pay* ou moins toute Quantité Déficitaire *Take or Pay*, selon le cas, pour ledit Produit et Mois de Livraison ;

« **Point de Livraison** » signifie, pour un Produit donné, [la bride de sortie du réservoir de stockage concerné à la Raffinerie] telle que plus précisément décrite en Annexe 1, telle que cette Annexe est modifiée à tout moment par les Parties afin satisfaire les opérations de la Raffinerie ;

« **Prix Mensuel Conventionnel** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 3.1 ;

« **Procédure Collective** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 9.3 ;

« **Produit** » désigne chacun des produits pétroliers raffinés dont la liste figure en Annexe 2 (telle que cette Annexe est modifiée à tout moment) ;

« **Quantité Déficitaire *Take or Pay*** » désigne, pour un Produit et Mois de Livraison donné, le volume (mesuré en Baril) dont la Quantité Mensuelle Conventionnelle pour ledit Produit et Mois de Livraison excède (ii) la somme de la Quantité de Livraison Mensuelle et toute Quantité Déficitaire du Vendeur, dans chaque cas ledit Produit et Mois de Livraison ;

« **Quantité Déficitaire du Vendeur** » désigne, sauf cas de Force Majeure, pour chaque Produit et Mois de Livraison, le volume (mesuré en Barils) dont la Quantité de Livraison Mensuelle est inférieure à la Quantité Mensuelle Conventionnelle si ceci résulte d'un manquement par le Vendeur à ses obligations de livraison aux termes des présentes ;

« **Quantité de Livraison Mensuelle** » désigne, pour un Produit et Mois de Livraison donné, le volume (mesurée en Barils) dudit Produit dont l'Acheteur a effectivement pris livraison au Point de Livraison pour ledit Produit pendant ledit Mois de Livraison ;



« **Quantité de Récupération *Take or Pay*** » désigne, pour un Produit et Mois de Livraison donné, le volume (mesuré en Baril) dont (i) la Quantité de Livraison Mensuelle pour ledit Produit et Mois de Livraison excède (ii) la Quantité Mensuelle Conventionnelle pour ledit Produit et Mois de Livraison ; mais ne devant en aucun cas excéder le Solde Déficitaires *Take or Pay* pour ledit Produit et Mois de Livraison ;

« **Quantité Désignée** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 2.5 ;

« **Quantité Journalière Conventionnelle** » désigne, pour un Produit donné, le volume (mesuré en Barils par Jour) indiquée en Annexe 2 pour ledit Produit (telle que cette Annexe est modifiée à tout moment) ;

« **Quantité Mensuelle Conventionnelle** » désigne, pour un Produit et Mois de Livraison donné, la Quantité Journalière Conventionnelle pour ledit Produit multipliée par le nombre de Jours dans ledit Mois de Livraison ;

« **Raffinerie** » a la signification qui lui est donnée dans le Préambule ;

« **Société Affiliée** » désigne, en ce qui concerne une Partie, une société ou personne morale qui (i) est directement ou indirectement contrôlée par ladite Partie ; (ii) qui contrôle directement ou indirectement ladite Partie ; ou (iii) qui est directement ou indirectement contrôlée par une société ou personne morale qui contrôle également directement ou indirectement ladite Partie.

« **Solde Déficitaires *Take or Pay*** » désigne, pour un Produit donné, la somme actuelle de toutes les Quantités Déficitaires *Take or Pay* pour ledit Produit, moins la somme actuelle de toutes les Quantités de Récupération *Take or Pay* pour ledit Produit (dans chaque cas mesurée en Barils) ;

« **Spécifications** » désigne les spécifications et caractéristiques qualitatives du Produit décrites à l'Annexe 3 aux présentes ;

« **Taux d'Intérêt** » désigne le montant le moins élevé entre (i) le Taux LIBOR augmenté de [un (1)] points de pourcentage et (ii) le taux d'intérêt maximum autorisé par les lois applicables ;

« **Taux LIBOR** » désigne la moyenne arithmétique des taux proposés pour les dépôts en Dollars US pour une période de trente (30) jours publiés sur la Page LIBO de l'Écran Reuters (c'est-à-dire l'affichage intitulé Page "LIBO" sur le Reuters Monitor Money Rate Service ou sur toute autre page de ce service pouvant remplacer la page LIBO et permettant d'afficher les taux interbancaires proposés par les principales banques à Londres) à environ 11.00 heures (heure de Londres), ou, si ce taux n'est pas disponible, le taux proposé pour les dépôts en Dollars US pour une période de trente (30) jours par l'Association Britannique des Banques ;

« **TVA** » a la signification qui lui est donnée à l'Article 5.1.

## **1.2 Interprétation**

Les règles d'interprétation exposées au présent Article 1.2 s'appliquent à la présente Convention.

1.2.1 Les Annexes font partie de la présente Convention et seront interprétées et auront la même force et le même effet juridique que si elles étaient expressément incluses dans le corps de la Convention, et toute référence à la Convention inclura ses Annexes.

1.2.2 A moins que le contexte ne l'exige autrement, toute référence à un Article ou à une Annexe est une référence à un Article ou à une Annexe de la présente Convention.

1.2.3 Toute référence à une « **personne** » est une référence à une

8





personne physique ou entité constituée ou non en société (qu'elle ait ou non une personnalité morale distincte).

- 1.2.4 Toute référence à une loi, une disposition légale ou législation dérivée est une référence à celle-ci telle qu'en vigueur à tout moment, en tenant compte de toute modification ou réédition de cette dernière et inclut toute loi, disposition légale ou législation dérivée qui modifie ou réédite cette dernière et toute législation dérivée en vigueur y afférente, sous réserve des stipulations du 12.14 ci-dessous.
- 1.2.5 Les références à toute Convention, document ou acte sont une référence à ladite Convention, document ou acte tel que pouvant être modifié, cédé, mis à jour, complété, ou changé à tout moment.
- 1.2.6 Toute référence à « **écrit** » ou « **par écrit** » inclut les télécopies mais pas les emails.
- 1.2.7 Lorsque les termes « **y compris** », « **inclus** » ou « **notamment** » sont utilisés dans la présente Convention, ils sont réputés précédés de l'expression « **sans que cela soit limitatif** ».
- 1.2.8 Toute référence à un terme juridique français désignant une action, un recours, un type de procédure judiciaire, un document juridique, un statut juridique, un tribunal, un fonctionnaire ou tout autre concept juridique sera, en ce qui concerne toute juridiction autre que la France, réputée inclure le concept juridique se rapprochant le plus, dans la dite juridiction, du terme juridique français.
- 1.2.9 Toute procédure de « liquidation », de « dissolution » ou d'« administration » d'une société ou personne morale sera réputée inclure toute procédure équivalente ou analogue en vertu des lois du lieu d'immatriculation de ladite société ou

personne morale ou de tout lieu où ladite société ou personne morale poursuit ses activités, y compris les procédures aux fins de liquidation, de dissolution, de réorganisation, d'administration, de concordat, de redressement, de protection ou d'assistance aux débiteurs.

### **1.3 Obligations de l'État**

**1.3.1. Engagement et Garantie de l'État.** En contrepartie de la conclusion de la présente Convention par le Vendeur au bénéfice de l'Acheteur (société détenue à 100% par l'État), l'État accepte par les présentes d'être conjointement et solidairement responsable avec l'Acheteur au titre des présentes et garantit inconditionnellement et irrévocablement au Vendeur le paiement et l'exécution dans les délais convenus au point 4.3.1. de la présente Convention de l'ensemble des obligations de l'Acheteur vis-à-vis du Vendeur en vertu de la présente Convention. Au cas où l'Acheteur n'exécute pas l'une quelconque desdites obligations, l'État s'engage à les exécuter ou à les faire exécuter.

### **1.3.2. Renonciation à l'Immunité de l'Etat**

Dans le cadre de règlement de différends nés de l'exécution de la présente convention, l'Etat renonce expressément au bénéfice de son immunité de juridiction. L'Etat renonce également expressément à se prévaloir pour lui-même et pour ses biens de son immunité d'exécution afin de faire échec à l'exécution de la sentence rendue par un tribunal arbitral conformément aux stipulations du Paragraphe 57.4 du CPP.

**1.3.3. Interprétation.** Les dispositions de la présente Convention faisant référence à une Partie ou aux Parties seront réputées faire référence au Vendeur d'une part, et à l'Acheteur et à l'État, collectivement, d'autre part ; étant entendu que



l'exécution par le Vendeur au bénéfice soit de l'Acheteur soit de l'État (y compris, sans limitation, les notifications ou paiements à l'un ou l'autre) constituera l'entière exécution par le Vendeur à cet égard.

## **Article II**

### **Quantités**

#### **2.1 Quantité Conventionnelle**

Pendant la durée de la présente Convention, pour tout Produit et Mois de Livraison donné, le Vendeur accepte de mettre à la disposition de l'Acheteur au Point de Livraison dudit Produit et de vendre à l'Acheteur, et l'Acheteur accepte de prendre livraison audit Point de Livraison et d'acheter du Vendeur, la Quantité Mensuelle Conventionnelle dudit Produit.

#### **2.2 Obligation de *Take or Pay***

Au titre de chaque Mois de Livraison pendant la durée de la présente Convention, sans limiter ses autres obligations de paiement au titre des présentes, ou ses droits et obligations concernant les Quantités de Récupération *Take or Pay*, l'Acheteur devra payer l'intégralité du prix de la Quantité Déficitaires *Take or Pay* pour chaque Produit, qu'il en prenne ou non livraison au cours dudit Mois de Livraison.

#### **2.3 Quantités de Récupération *Take or Pay***

Dans la mesure où il existe, pour un Produit donné, un Solde Déficitaires *Take or Pay* positif, l'Acheteur aura le droit, sous réserve des termes du présent Article 2.3, de prendre livraison, au Point de Livraison concerné, de quantités de Produit excédant la

Quantité Mensuelle Conventionnelle pour ledit Produit, afin de réduire le Solde Déficitaire *Take or Pay* pour ledit Produit. Dans ce cas, le Vendeur doit dédommager l'Acheteur des préjudices subis de ce fait.

### **2.3.1 . Procédure de Désignation et Restrictions.**

Dans la mesure où, pour un Produit et Mois de Livraison donnés, la **Quantité de Livraison Mensuelle** est inférieure à la **Quantité Mensuelle Conventionnelle**, l'Acheteur aura le droit de notifier au Vendeur par écrit, au plus tard [dix (10) Jours Ouvrés] avant le début du Mois de Livraison suivant pour ledit Mois de Livraison , son intention de récupérer la quantité non livrée en sus de la **Quantité Mensuelle Conventionnelle**.

Le Vendeur est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de procéder à la fourniture de cette quantité non livrée. Toutefois, le Vendeur ne sera en aucun cas tenu de livrer, au cours d'un Mois de Livraison donné, des quantités d'un Produit donné excédant le volume le moins élevé entre :

- Cent vingt pour cent [120%] de la Quantité Mensuelle Conventionnelle pour ledit Produit ;
- le Solde Déficitaire *Take or Pay* pour ledit Produit à cette date.

### **2.3.2 . Obligation de Paiement d'une Récupération.**

L'Acheteur n'aura aucune obligation de paiement en ce qui concerne les Quantités de Récupération *Take or Pay* dont il a pris livraison au cours d'un Mois de Livraison donné (si elles ont déjà été payées par l'Acheteur), sauf si le Prix Conventionnel pour ledit



Produit calculé pour le Mois de Livraison pendant lequel ladite Quantité de Récupération *Take or Pay* est livrée excède le Prix Conventionnel pour ledit Produit pour le Mois de Livraison pendant lequel la Quantité de Récupération *Take or Pay* correspondante est née (le « **Différentiel du Prix de Récupération** »). Aux fins de déterminer le Différentiel du Prix de Récupération, le Solde Déficitaire *Take or Pay* respectera le principe du [premier entré, premier sorti]. Le Vendeur facturera l'Acheteur dans sa facture suivante pour, et l'Acheteur paiera, chaque Montant d'Ajustement de la Quantité de Récupération pour lequel il existe un Différentiel du Prix de Récupération.

## **2.4 Besoins Domestiques**

### **2.4.1 . Obligations de l'Acheteur.**

L'Acheteur déclare et garantit que les Besoins Domestiques pour chaque produit pétrolier raffiné n'excèdent pas les Quantités Journalières Conventionnelles dont la liste figure en Annexe 2 à la date des présentes, sauf disposition spécifique des présentes. L'Acheteur accepte de désigner, aux fins d'achat au Vendeur conformément aux procédures visées aux présentes, les Besoins Domestiques pour tous les produits pétroliers raffinés et d'acheter ces derniers du Vendeur conformément à la présente Convention [à condition que le Vendeur les ait mis à disposition pour livraison aux Points de Livraison concernés]

Toutefois, si l'Acheteur notifie au Vendeur une Augmentation des Besoins Domestiques conformément à l'Article 2.4.3, et que le Vendeur n'exerce pas son droit d'augmenter les Quantités Journalières Conventionnelles pour satisfaire la totalité de l'Augmentation des Besoins Domestiques dans les [quatre-vingt dix (90) jours] qui suivent, alors l'Acheteur ne sera pas obligé d'acheter du Vendeur cette partie excédentaire de l'Augmentation des Besoins Domestiques. L'acheteur aura alors le droit d'acheter

4

la totalité de l'Augmentation des Besoins Domestiques non satisfaits par le Vendeur auprès de tout autre fournisseur. Si le Vendeur veut ensuite exercer ses droits conventionnels sur ladite Augmentation des Besoins Domestiques, il devra le notifier à l'Acheteur quatre-vingt dix (90) jours à l'avance.

#### **2.4.2 . Obligations du Vendeur**

Le Vendeur déclare et garantit qu'il prendra toutes les dispositions nécessaires et suffisantes pour la satisfaction continue et régulière des Besoins Domestiques pour chaque produit pétrolier raffiné n'excédant pas les Quantités Journalières Conventionnelles dont la liste figure en Annexe 2 de la présente Convention, Sauf disposition spécifique des présentes, le Vendeur accepte de considérer les Besoins Domestiques de l'Acheteur pour tous les produits pétroliers raffinés, de vendre ces derniers en priorité à l'Acheteur conformément à la présente Convention et de les lui acheminer aux Points de Livraison convenus.

Sauf cas de Force Majeure, si, pour un Produit donné, il survient un Solde Déficitaire *Take or Pay* positif, le Vendeur doit rembourser l'Acheteur le montant correspondant à la quantité non livrée et le dédommager des préjudices subis de ce fait.

#### **2.4.3 . Variations Annuelles des Besoins Domestiques.**

Pendant la durée de la présente Convention, au plus tard le trente (30) septembre de chaque année, l'Acheteur notifiera au Vendeur son estimation de bonne foi des Besoins Domestiques pour tous les produits pétroliers raffinés pour l'année civile suivante.

Toutefois, le Vendeur n'aura aucune obligation :

- (i) de réduire une quelconque Quantité Journalière Conventionnelle pour un Produit donné si la totalité des



Quantités Journalières Conventionnelles devient inférieure à 7.000 Barils par Jour ;

- (ii) sous réserve de l'Article 2.4.4, d'augmenter une quelconque Quantité Journalière Conventionnelle au-delà du niveau qu'il pourrait déterminer à sa seule discrétion ;

Dans ce cas, l'Acheteur ne sera ensuite obligé d'acheter ledit excédent au Vendeur qu'après que le Vendeur lui ait notifié, [quatre-vingt dix (90) jours] à l'avance, son intention de le lui fournir en totalité ou en partie et qu'il l'a accepté.

- (iii) sous réserve de l'Article 2.4.4, d'inclure une Quantité Journalière Conventionnelle pour un produit pétrolier raffiné qui ne figure pas sur la liste de l'Annexe 2 de la présente Convention..

Dans ce cas l'Acheteur ne sera ensuite obligé d'acheter ledit produit pétrolier raffiné au Vendeur qu'après que le Vendeur lui ait notifié, [quatre-vingt dix (90) jours] à l'avance, son intention d'ajouter ledit produit sur la liste de l'Annexe 2 de la présente Convention et que l'Acheteur l'ait accepté.

Si les Parties s'accordent sur l'augmentation d'une quelconque Quantité Journalière Conventionnelle tel que visé au paragraphe (ii) en milieu d'année, elles modifieront l'Annexe 2 en conséquence ;

Si les Parties s'accordent sur l'ajout d'une Quantité Journalière Conventionnelle pour un nouveau Produit, tel que visé au paragraphe (iii), elles modifieront les Annexes 2, 3 et 4 et conviendront des Spécifications et de la formule de calcul du Prix Mensuel Conventionnel pour ledit produit pétrolier raffiné.

#### **2.4.4 . Droits de Priorité de l'Acheteur.**

Le Vendeur ne pourra refuser d'accepter une proposition d'augmentation d'une quelconque Quantité Journalière Conventionnelle au titre de l'Article 2.4.3 (ii) ci-dessus qu'à condition qu'il ne vende ledit Produit à aucun tiers acheteur.

Le Vendeur ne pourra refuser d'accepter l'introduction d'un nouveau produit pétrolier raffiné en tant que Produit au titre de l'Article 2.4.3 (iii) ci-dessus qu'à condition qu'il ne vende ledit produit pétrolier raffiné à aucun tiers acheteur.

#### **2.4.5 . Variations des Besoins Domestiques en Milieu d'Année.**

L'Acheteur devra notifier immédiatement au Vendeur toute modification des Besoins Domestiques pour tout Produit donné ou autre produit pétrolier raffiné :

- (i) si cette modification excède les Quantités Journalières Conventionnelles mentionnées à l'Annexe 2 ; ou
- (ii) si celle-ci comprend un produit pétrolier raffiné qui ne figure pas parmi les Produits en Annexe 2 (une « **Augmentation des Besoins Domestiques** »).

Dans le cas de l'alinéa (i) ci-dessus, le Vendeur aura le droit (mais pas l'obligation, sous réserve de l'Article 2.4.4 ), pouvant être exercé à tout moment, de faire modifier la présente Convention afin de refléter une augmentation des Quantités Journalières Conventionnelles de toute quantité à hauteur dudit excédent pour un ou tous lesdits Produits, une telle modification devant prendre effet à compter du Mois de Livraison indiqué dans la notification du Vendeur (mais sous réserve de l'Article 2.4.1).

Dans le cas de l'alinéa (ii) ci-dessus, le Vendeur aura le droit (mais pas l'obligation, sous réserve de l'Article 2.4.4), pouvant être exercé à tout moment, de faire modifier la présente Convention

f



afin de refléter tout nouveau Produit, et les Quantités Journalières Conventionnelles correspondantes (de toute quantité à hauteur des Besoins Domestiques exprimés par l'Acheteur), une telle modification devant prendre effet à compter du Mois de Livraison indiqué dans la notification du Vendeur (mais sous réserve de l'Article 2.4.1), les Parties modifieront en conséquence les Annexes 2, 3 et 4 et conviendront des Spécifications et de la formule de calcul du Prix Mensuel Conventionnel pour ledit produit pétrolier raffiné.

#### **2.4.6 . Nouveaux Prix/Spécifications du Produit.**

A défaut de parvenir à un accord sur lesdites Spécifications ou ledit Prix Mensuel Conventionnel prévus aux Articles 2.4.3 et 2.4.5 dans un délai de [quinze (15) Jours] après le début des négociations y afférentes, alors chaque Partie pourra saisir un expert indépendant tel que prévu à l'Article 10.3.

En attente de cette détermination, ledit produit pétrolier raffiné ne sera pas considéré comme un Produit aux termes des présentes.

#### **2.5 Procédure de Désignation et d'Enlèvement**

Sans limiter les obligations de l'Acheteur au titre des présentes (y compris en ce qui concerne son obligation de *take or pay* ou les Besoins Domestiques), au plus tard [sept (7) Jours Ouvrés] avant le début de chaque Mois de Livraison, l'Acheteur notifiera au Vendeur son estimation de bonne foi, à cette date, de la quantité de chaque Produit dont il prévoit de prendre livraison aux Points de Livraison concernés pendant ledit Mois de Livraison, une telle notification devant généralement être effectuée sous la forme jointe en Annexe 6 aux présentes (une « **Quantité Désignée** »).

## Article III

### Prix Conventionnel

#### 3.1 Calcul de Base

Le prix devant être payé par l'Acheteur pour chaque Baril de chaque Produit comprenant la Quantité de Livraison Mensuelle ou la Quantité Déficitaire *Take or Pay* pendant un Mois de Livraison donné (pour chacun desdits Produits et Mois de Livraison, un « **Prix Mensuel Conventionnel** ») sera, sous réserve des Articles 3.2 et 2.3.2 (Obligation de Paiement d'une Récupération), déterminé conformément à la formule applicable audit Produit dans l'Annexe 4.

#### 3.2 Ajustement Périodique du Prix

Les Parties reconnaissent et acceptent que les formules tarifaires figurant en Annexe 4 utilisent des mécanismes et des publications de prix appropriés et reflètent fidèlement les marchés disponibles pour les Produits qui font l'objet des présentes. Les formules tarifaires définies dans l'Annexe 4 de la présente Convention restent valables jusqu'au cinquième anniversaire de la date de signature des présentes.

Dans la mesure où les Parties reconnaissent que ces mécanismes, publications ou marchés sont susceptibles de changer de façon significative pendant la durée de la présente Convention, les Parties conviennent par les présentes des procédures suivantes pour l'évaluation périodique (et l'ajustement éventuel) desdites formules tarifaires afin de refléter la juste valeur marchande des Produits. De ce fait, les formules tarifaires définies dans l'Annexe 4 sont révisables tous les cinq (5) ans.



3.2.1 Au cas où, pendant la durée de la présente Convention, une Partie juge, de bonne foi, que les dispositions visant à déterminer un Prix Mensuel Conventionnel diffèrent de façon significative par rapport à la juste valeur marchande du Produit concerné, ladite Partie pourra proposer une modification de prix au titre de la présente Convention qui prendra effet à compter de chaque [cinquième] anniversaire du [premier janvier suivant la date indiquée en tête des présentes], en notifiant à l'autre Partie par écrit du changement proposé au plus tard quatre-vingt dix (90) jours calendaires avant ladite date anniversaire.

Si une Partie procède à une telle notification conformément aux présentes, et que les Parties s'accordent sur ladite modification des dispositions, cette modification ne prendra effet qu'à compter de la date suivante de révision régulière prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> du point 3.2 ci-dessus,

A défaut d'accord entre les Parties sur ces nouvelles dispositions dans un délai de trente (30) jours calendaires avant ladite date anniversaire, chaque Partie pourra demander que cette question soit résolue conformément aux procédures de règlement prévus à l'article 57 du CPP. ; à condition que cette Partie demande la résolution de ladite question avant ladite date anniversaire.

Bien que les Parties soient encouragées à engager des discussions, par écrit ou autre, en ce qui concerne lesdits prix et modifications du prix aux termes de la présente Convention, y compris aux termes du présent Article, une Partie ne peut formellement invoquer les dispositions du présent Article 3.2.1 qu'une fois par date anniversaire visée ci-dessus.

3.2.2 Dans le cadre du règlement de tout différend visé à l'Article 3.2.1, la formule tarifaire visée aux présentes restera en vigueur dans l'attente de la décision écrite de l'expert indépendant en vertu de l'Article 10.3. Si la décision de l'expert indépendant implique une modification de prix :



- (i) la modification sera rétroactive à la date anniversaire à laquelle la modification du prix a pris effet en vertu de l'Article 3.2.1, et
- (ii) les Parties procéderont à un règlement en liquide pour refléter cette rétroactivité de la modification du prix (y compris les intérêts au Taux d'Intérêt) dans la facture suivante (le cas échéant, et dans le cas contraire vingt (20) jours calendaires suivant la communication de la décision de l'expert indépendant.

**3.2.3.** Toute modification du prix effectuée conformément au présent Article 3.2 constituera une modification de la présente Convention. Aussi, les Parties prendront les mesures requises afin de formaliser ladite modification par un avenant aux présentes.

## **Article IV**

### **Facturation et Paiement**

#### **4.1. Facture du Vendeur**

Après chaque Mois de Livraison pendant la durée de la présente Convention, mais sans limiter les obligations de l'Acheteur au titre des présentes, le Vendeur préparera et soumettra à l'Acheteur une facture écrite comportant les informations suivantes (chacune, une « **Facture** »), chacune telle que calculée conformément de la présente Convention:

- (a) La Quantité de Livraison Mensuelle pour chaque Produit au titre dudit Mois de Livraison ;
- (b) Le Prix Mensuel Conventionnel pour chaque Produit au titre dudit Mois de Livraison ;

- (c) Le Montant du Paiement Mensuel pour chaque Produit au titre dudit Mois de Livraison ;
- (d) Tout règlement en liquide en vertu de l'Article 3.2.2 ;
- (e) La Quantité Déficitaires *Take or Pay* pour chaque Produit au titre dudit Mois de Livraison ;
- (f) La partie de la Quantité de Livraison Mensuelle comprenant une Quantité de Récupération *Take or Pay* ;
- (g) Le Différentiel du Prix de Récupération et le Montant d'Ajustement de la Quantité de Récupération en résultant pour toutes Quantités de Récupération *Take or Pay* ;
- (h) Le Solde Déficitaires *Take or Pay* applicable à cette date pour chaque Produit à compter de la fin dudit Mois de Livraison ;
- (i) Tout Montant d'Ajustement de la Facture Provisoire (ainsi que les calculs de ce dernier) basé sur toute Facture Provisoire antérieure, tel que déterminé en vertu de l'Article 4.2 ;
- (j) Tout Montant Contesté Ajusté, tel que déterminé en vertu de l'Article 4.5 ;
- (k) Tous montants de TVA dont le paiement est exigé par le Vendeur tel que déterminé en vertu de l'Article V;
- (l) Les intérêts débiteurs sur tous montants impayés antérieurs, le Montant d'Ajustement de la Facture Provisoire;  
Les intérêts créditeurs sur tout Montant payé par anticipation ;
- (m) Tout Crédit d'Impôt, tel que déterminé en vertu de l'Article 5.4 ;



- (n) Tous autres montants dus au vendeur au titre des présentes ;  
et
- (o) Le montant total dû par l'Acheteur au titre dudit Mois de Livraison.

#### 4.2. Factures Provisoires

Le Vendeur peut facturer l'Acheteur sur une base provisoire pour tout Mois de Livraison s'il juge qu'il ne dispose pas d'informations suffisantes pour préparer une Facture définitive dans les délais convenus (une « **Facture Provisoire** »). Chaque Facture Provisoire sera basée sur les informations dont le Vendeur dispose, ou estimées par le Vendeur de façon raisonnable, à la date où il émet la Facture Provisoire. Si le Vendeur émet une Facture Provisoire au titre d'un Mois de Livraison donné, dès que les montants réels devant être reflétés dans la Facture pour ledit Mois de Livraison auront été déterminés, les Parties évalueront le taux de variation des montants réels par rapport à ceux qui figuraient dans la Facture Provisoire et feront figurer ces calculs, ainsi que l'ajustement (à la hausse ou à la baisse) correspondant (le « **Montant d'Ajustement de la Facture Provisoire** »), dans la Facture suivante, y compris une Facture Provisoire, remise aux termes des présentes.

#### 4.3. Paiement

4.3.1. Sur la base du Prix Conventionnel pour le Mois de Livraison suivant indiqué en Annexe 4, l'Acheteur devra payer au Vendeur le montant total dû, tel qu'il figure dans toute Facture (y compris la Facture Provisoire) pour un Mois de Livraison donné au plus tard à la date la plus tardive entre (i) 12 heures à la date tombant trente (30) jours calendaires après la fin dudit Mois de Livraison, ou (ii) 12 heures à la date tombant trente (30) jours calendaires suivant la réception de la Facture ou Facture Provisoire concernée. Tout



paiement reçu après 12 heures sera réputé avoir été reçu le Jour Ouvré suivant.

4.3.2 Tous les paiements visés aux présentes seront effectués libres de toute sûreté et, déduction, compensation ou créance à compenser quelle qu'elle soit, en Dollars US (\$) par virement bancaire de fonds immédiatement disponibles sur le compte bancaire désigné par le Vendeur (ces coordonnées bancaires devant être notifiées par le Vendeur à l'Acheteur par écrit). L'Acheteur devra cependant retenir sur ce paiement le montant des impôts et taxes à prélever à la source conformément à la Convention d'Etablissement.

#### **4.4. Jours Non Ouvrés**

Si la date d'exigibilité du paiement telle que calculée ci-dessus tombe un jour qui n'est pas un Jour Ouvré, le paiement sera exigible le Jour Ouvré suivant.

#### **4.5. Factures Contestées**

Si l'Acheteur est en désaccord avec les montants figurant dans une facture, il devra quand même payer le montant total figurant dans ladite facture. Toutefois, après accord sur, ou détermination définitive de ces montants contestés, tout ajustement nécessaire (à la hausse ou à la baisse), le **Montant Contesté Ajusté**, augmenté des intérêts au Taux d'Intérêt, sera ajoutée dans la facture suivante, y compris une facture Provisoire le cas échéant, et dans le cas contraire vingt (20) jours calendaires suivant la détermination desdits montants).

#### **4.6. Cession par l'État des Droits de Paiement en Amont**

En vertu de l'Article 9.6 de l'Annexe G du CPP et de la présente Convention, en cas de défaut de paiement par l'Acheteur et par l'État pour le compte de l'Acheteur de tout montant dû selon les

présentes et conformément aux présentes, l'État accepte que la SORAZ se fasse payée sur les paiements qui lui reviennent aux termes du CPP, y compris, sans que cela soit limitatif et dans l'ordre dans lequel ils figurent l'ensemble des sommes et du Pétrole Brut revenant à l'État au titre de la Redevance Ad Valorem, la Tax Oil et le Profit Oil, tels que ces termes sont définis dans le CPP.

A l'effet de l'application de l'alinéa ci-dessus, l'État consent au profit de la SORAZ une délégation de paiement en vertu de laquelle les sommes ou les quantités de Pétrole Brut qui lui sont dues au titre de la Redevance Ad Valorem, du Tax Oil ou du Profit Oil seront payées entre les mains de la SORAZ, à première demande de celle-ci et dans la limite de la dette de la SONIDEP au titre de la présente Convention.

Par conséquent, l'État renonce par les présentes à toute réclamation à l'encontre du Contractant et du Vendeur, et libérera, indemniserà et dégagera la responsabilité du Contractant telle que définie dans le CPP au titre de tout paiement devant être effectué directement au Vendeur ainsi que le Vendeur au titre de toute acceptation d'un tel paiement au titre des présentes.

Le Contractant s'engage et se porte fort à ce que la SORAZ ne fasse usage de la délégation de paiement stipulée à son profit qu'en cas de défaillance de la SONIDEP au titre de la Convention de Commercialisation et conformément aux stipulations de l'Article 9 de l'Annexe G du CPP.

#### **4.7. Retard de Paiement**

Tout montant dû par l'Acheteur au Vendeur, en cas de défaut de paiement à sa date d'exigibilité, portera intérêts à compter de la date d'exigibilité jusqu'à la date de réception du paiement par le Vendeur (ces deux dates incluses) au Taux d'Intérêt (LIBOR plus



un pourcent (1%). Ce droit à intérêts sera sans préjudice de tous autres droits ou recours dont le Vendeur pourrait disposer aux termes de la Convention ou de tout autre titre.

#### **4.8. Paiement par anticipation**

Lorsque l'Acheteur paie au Vendeur, avant le dernier jour du Mois de Livraison, ce paiement portera intérêts à compter de la date du paiement anticipé jusqu'à la date du dernier jour du Mois de Livraison (ces deux dates incluses) au Taux d'Intérêt (LIBOR plus un pourcent (1%). Ce droit à intérêts sera sans préjudice de tous autres droits ou recours dont le Vendeur pourrait disposer aux termes de la Convention ou de tout autre titre.

### **Article V Taxes**

#### **5.1 Général**

Sous réserve de l'Article 12.1 et de tous termes applicables de la Convention d'Établissement, toutes les règles et réglementations applicables en matière de taxe sur la valeur ajoutée ou taxes similaires (« **TVA** ») et de droit d'accise, d'impôt sur les huiles minérales ou taxes similaires (« **Droit d'Accise** ») s'appliqueront. Les Parties devront agir conformément à toutes les législations applicables en la matière et seront chacune responsables de ses propres obligations fiscales et enregistrements fiscaux (sauf disposition contraire des présentes ou du CPP). Le montant de l'ensemble de ces taxes, droits, impôts, frais, charges et redevances de toute nature imposés ou prélevés par toute autorité gouvernementale sur le Produit fourni aux termes des présentes, ou sur la livraison, le transport, la propriété, la vente ou l'utilisation de ce dernier au titre de toute phase préalable au transfert de la propriété dudit Produit à l'Acheteur sera pris en charge par le Vendeur. Le montant de l'ensemble de ces taxes, droits, impôts,



frais, charges et redevances de toute nature imposés ou prélevés par toute autorité gouvernementale sur le Produit fourni aux termes des présentes, ou sur la livraison, le transport, la propriété, la vente ou l'utilisation de ce dernier au titre de toute phase à compter de, ou suivant, le transfert de la propriété dudit Produit à l'Acheteur sera pris en charge par l'Acheteur.

## **5.2. TVA**

Tous les prix visés à la présente Convention s'entendent hors TVA. Si la législation applicable exige le paiement de la TVA (en prenant en compte les stipulations applicables de la Convention d'Etablissement) et si le Vendeur doit déclarer ladite TVA auprès de l'administration fiscale compétente, l'Acheteur paiera immédiatement ladite TVA au Vendeur en plus des autres montants indiqués dans la présente Convention et selon la même méthode que celle prévue pour tous les autres paiements. Si l'Acheteur ne se conforme pas aux stipulations ci-dessus dans les délais prescrits ou en cas de fraude ou de détournement relativement au Produit et/ou aux documents/informations, le Vendeur aura le droit d'émettre une autre Facture à l'Acheteur pour le montant de toute TVA payable sur le Produit, y compris le Droit d'Accise ou autres taxes, le cas échéant, augmenté des intérêts, coûts et pénalités payables à l'administration fiscale compétente à hauteur du taux/montant stipulé aux termes des règles applicables en matière de TVA.

## **5.3 Droits d'Accise**

Tous les prix visés de la présente Convention s'entendent hors Droit d'Accise de quelque nature que ce soit. L'Acheteur indemniserà et dégagera la responsabilité du Vendeur, sur une base après impôts, au titre de l'ensemble des responsabilités.

obligations, coûts et dépenses au titre de tout Droit d'Accise encouru par le Vendeur et/ou des remboursements de tous montants correspondant audit Droit d'Accise par le Vendeur directement ou indirectement à son fournisseur ou au propriétaire de tout entrepôt de douane à partir duquel le Produit est ou a été expédié, y compris les intérêts, pénalités et coûts y afférents.

#### **5.4 Crédits d'Impôt**

Si, après avoir facturé toute TVA ou tout Droit d'Accise sur le Produit, le Vendeur est en mesure d'obtenir un crédit ou un remboursement par l'administration de ladite TVA ou dudit Droit d'Accise qui a été payé par l'Acheteur, alors le Vendeur portera au crédit de l'Acheteur le montant net ainsi crédité ou remboursé diminué de tous coûts, pénalités et intérêts (collectivement, un « **Crédit d'Impôt** ») sur la Facture suivante, même une Facture Provisoire. Le Vendeur devra prendre toutes les mesures commerciales raisonnables, aux frais de l'Acheteur, pour obtenir un tel crédit ou remboursement.

#### **5.5 Documents**

Chaque Partie devra, à la demande de l'autre Partie, fournir pour présentation à l'administration compétente les documents que la Partie à l'origine de la demande juge nécessaires pour répondre à toute demande de l'administration fiscale relativement à la fourniture du Produit.

### **Article VI Propriété et Risque**

#### **6.1 Propriété**

Nonobstant tout droit du Vendeur de conserver des documents jusqu'au paiement, la propriété du Produit livré aux termes de la



présente Convention sera transférée à l'Acheteur dès que le Produit aura passé le Point de Livraison pour ledit Produit.

## **6.2 Risque**

Le risque de perte ou de dommage que pourrait subir un Produit et le risque de dommage que pourrait causer un Produit, seront transférés à l'Acheteur dès que le Produit aura passé le Point de Livraison pour ledit Produit.

Le Vendeur libérera, indemniserà et dégagera la responsabilité de l'Acheteur au titre de l'ensemble des réclamations, coûts, pertes ou responsabilités relatifs au, ou découlant du, Produit en amont du Point de Livraison dudit Produit.

L'Acheteur libérera, indemniserà et dégagera la responsabilité du Vendeur au titre de l'ensemble des réclamations, coûts, pertes ou responsabilités relatifs au, ou découlant du, Produit au Point de Livraison dudit Produit ou en aval de celui-ci.

## **Article VII Mesurage**

### **7.1 Mesurage**

Les mesures de qualité et de quantité dans le cadre de la présente Convention seront obtenues conformément aux exigences en matière de compteurs et de mesurage énoncées en Annexe 5.

## **Article VIII Force Majeure**

### **8.1 Général**

Aucune Partie ne commettra de manquement à la Convention ou ne sera de quelque autre façon que ce soit responsable à l'égard de



l'autre Partie en cas de non exécution de ses obligations conventionnelles (autre que les obligations de paiement au titre des présentes) si et dans la mesure où ladite exécution a été retardée, entravée ou empêchée par un cas de Force Majeure.

## **8.2 Notification**

Dès que possible après avoir réalisé son incapacité, ou son incapacité vraisemblable, à exécuter ses obligations en raison d'un cas de Force Majeure, la Partie affectée devra en notifier l'autre Partie en décrivant ledit événement, les opérations affectées, la nature de la suspension ou de la réduction dans la réalisation des opérations et une estimation de la période pendant laquelle les opérations seront suspendues ou réduites.

## **8.3. Mesures Correctives**

La Partie dont l'exécution est affectée par le cas de Force Majeure devra prendre les mesures commerciales raisonnables pour atténuer les effets du cas de Force Majeure et continuera d'exécuter celles de ses obligations au titre de la présente Convention qui n'en sont pas affectées. Nonobstant ce qui précède, le règlement, les grèves, lockouts ou conflits du travail seront réglés à l'entière discrétion de la Partie affectée par ledit cas de Force Majeure.

## **8.4 Montants *Take or Pay***

Nonobstant ce qui précède, si, en raison d'un cas de Force Majeure, l'Acheteur est dans l'incapacité de payer la totalité du Montant *Take or Pay*, il ne sera pas exempté de son obligation de paiement dudit montant. Sans limiter les droits de l'Acheteur de prendre des Quantités de Récupération *Take or Pay*, aucun manquement du Vendeur à livrer l'intégralité des Quantités *Take or Pay* en raison d'un cas de Force Majeure ne réduira l'obligation du Vendeur de payer toute Quantité Déficitaires *Take or Pay* ou ne l'exemptera d'une telle obligation.

## **Article IX**

### **Résiliation et Suspension**

#### **9.1 Durée**

La présente Convention entrera en vigueur à la date indiquée en tête des présentes, et restera en vigueur (sous réserve de sa résiliation anticipée conformément au présent Article X) pendant la durée du CPP.

#### **9.2 Résiliation pour Violation**

Aucune Partie n'aura le droit de mettre fin à la présente Convention sans l'accord de l'autre Partie. Toutefois, que si l'Acheteur viole de façon significative ses obligations de paiement au titre des présentes, et que ladite violation n'est pas remédiée dans un délai de trente (30) jours suivant la notification écrite de ladite violation par le Vendeur, le Vendeur aura le droit de mettre fin à la présente Convention immédiatement après avoir notifié cette résiliation à l'Acheteur par écrit.

#### **9.3 Résiliation pour Insolvabilité**

Si l'Acheteur devient insolvable ou incapable de payer ses dettes ou reconnaît par écrit son incapacité à payer ses dettes, ou demande ou fait l'objet de toute procédure collective, de faillite, de liquidation, de dissolution, d'administration judiciaire ou autre mesure de protection des créanciers y compris toute mesure prise par toute personne en vue de désigner un administrateur, fiduciaire, dépositaire, conservateur, cessionnaire, séquestre ou autre personne exerçant une fonction similaire (une « **Procédure Collective** »), le Vendeur aura le droit de mettre fin à la présente Convention immédiatement après avoir notifié cette résiliation à l'Acheteur par écrit ; étant entendu, toutefois, que si l'Acheteur présente une défense ou s'oppose à la Procédure Collective de bonne foi dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant



l'ouverture de ladite procédure et obtient une suspension ou une interdiction de ladite Procédure Collective dans un délai de quatre-vingt dix (90) jours calendaires suivant l'ouverture de ladite procédure, le Vendeur ne pourra pas mettre fin à la présente Convention pendant la durée de ladite suspension ou interdiction et aussi longtemps que l'Acheteur continue de défendre ou de contester diligemment ladite Procédure Collective ou si celle-ci est levée.

#### **9.4 Suspension d'Exécution**

9.4.1. En cas de violation significative ou de défaut d'exécution par une Partie de l'un quelconque des termes et conditions de la présente Convention qui n'est pas justifiée aux termes de l'Article IX (Force Majeure), en plus de tout droit de résiliation visé à l'Article 9.1 ci-dessus, la Partie non défaillante aura le droit de suspendre unilatéralement l'exécution de ses obligations au titre de la Convention jusqu'à la réparation de ladite violation ou dudit défaut ou la résiliation de la Convention y compris le droit de demander des dommages-intérêts directs découlant de ladite violation.:

Toutefois, l'Acheteur n'aura en aucun cas le droit de suspendre ses obligations concernant le paiement du montant le plus élevé entre (i) la totalité de la Quantité *Take or Pay* de chaque Produit (multipliée par le nombre de Jours dans le Mois de Livraison concerné) ou (ii) la Quantité de Livraison Mensuelle effective de chaque Produit pour le Mois de Livraison concerné.

9.4.2 Sans limiter la généralité de l'Article 9.4.1, le Vendeur aura le droit de suspendre l'exécution de la présente Convention au cas où l'Acheteur n'effectue pas les paiements visés aux présentes pendant plus de six (6) mois jusqu'à ce que lesdits paiements aient été intégralement acquittés conformément à

la présente Convention. Pendant cette période de suspension, le Vendeur sera libre de vendre des Produits à des acheteurs tiers nationaux ou étrangers).

#### **9.5 Recours Non Exclusif**

Toute résiliation ou suspension de la présente Convention sera sans préjudice des droits des Parties acquis à la date de résiliation ou de suspension et sans préjudice de tout autre droit ou recours de la Partie non défaillante, le cas échéant, en cas de violation de la présente Convention, y compris le droit de demander des dommages-intérêts directs découlant de ladite violation, dans la mesure où les termes et conditions de la présente Convention l'autorisent.

#### **9.6. Survie**

Tout terme qui, de par sa nature, s'étend au-delà du terme de la présente Convention, restera en vigueur jusqu'à son exécution.

### **Article X**

#### **Droit Applicable, Réclamations et Règlement des Différends**

##### **10.1. Droit Applicable**

Il est expressément convenu que pendant toute la durée de validité de la présente Convention, le droit nigérien et la présente Convention constituent la loi des Parties, sous réserve, (i) en ce qui concerne les règles conventionnelles du droit international, que celles-ci ne résultent pas de conventions internationales qui n'ont pas été régulièrement ratifiées par l'Etat et qu'il soit tenu compte des réserves exprimées par l'Etat dans l'application des conventions régulièrement ratifiées par l'Etat ; et (ii) en ce qui concerne les autres règles et principes du droit international, que l'Etat n'ait pas manifesté d'une manière ou d'une autre, avant la conclusion de la Convention, son intention de ne pas être lié par



lesdites règles. Il est convenu que la clause de stabilisation stipulée à l'Article 12.14 ci-après s'applique aux règles, conventionnelles ou non conventionnelles, du droit international. Toutefois, en cas de contradiction ou d'incompatibilité entre les dispositions de la présente Convention et celles droit nigérien, les dispositions du droit nigérien, à condition qu'elles soient en accord avec ledit droit international, prévalent.

La Convention des Nations Unies sur les Conventions de Vente Internationale de Marchandises de 1980 ne s'appliquera pas à la Convention.

## **10.2. Réclamations sur la Quantité/ Qualité**

10.2.1. Toute réclamation concernant la quantité ou le non respect des Spécifications doit être notifiée par écrit à l'autre Partie, cette notification devant être remise dans un délai de soixante (60) jours calendaires suivant le dernier Jour du Mois de Livraison pendant lequel ledit Produit a été (ou aurait dû être) livré ou accepté au Point de Livraison concerné

10.2.2. Toute réclamation concernant un défaut de parvenir à un accord sur les modifications de la formule tarifaire aux termes de l'Article 3.2 en raison de différences répétées avec les Spécifications doit être notifiée par écrit à l'autre Partie, dans un délai de trois (3) jours calendaires suivant le dernier Jour du Mois de Livraison pendant lequel le Produit Hors Spécifications a été (ou un Produit correspondant aurait dû être) livré ou accepté au Point de Livraison concerné.

10.2.3. Dans chaque cas, la notification devra être accompagnée des justificatifs complets pour pleinement appuyer la réclamation.

### **10.3. Détermination par un Expert**

Pour toute décision soumise à un expert conformément à la présente Convention (notamment aux termes des Articles 2.4.5 ou 3.2.1), les Parties acceptent par les présentes que ladite décision soit déterminée promptement par un expert sélectionné conformément aux dispositions de l'article 57 du CPP. L'expert n'est pas un arbitre du différend et ne sera pas réputé agir en qualité d'arbitre. La Partie souhaitant la désignation d'un expert devra notifier à l'autre Partie sa demande de désignation par écrit.

### **10.4. Arbitrage**

Tout différend résultant de la présente Convention ou relatif à ce dernier, y compris tout différend concernant son existence, sa validité ou sa résiliation, sera exclusivement soumis à et définitivement tranché par voie d'arbitrage conformément aux stipulations de l'article 57 du CPP qui sont considérés comme faisant partie intégrante de la présente convention.

### **10.5. Assistance Judiciaire**

Aucune disposition du présent Article X ne saurait être interprétée comme interdisant à tout tribunal compétent de rendre des injonctions, ordonnances de saisie ou autres ordonnances pour des mesures similaires dans le cadre de toute procédure d'expertise ou d'arbitrage initiée (ou devant être initiée) en vertu du présent Article X.

## **Article XI Confidentialité**

### **11.1. Général**

Chaque Partie accepte que les termes de la présente Convention ainsi que toutes les informations qui lui sont communiquées par l'autre Partie dans le cadre de la Convention, sauf pour les

9





informations faisant partie du domaine public, seront considérées comme confidentielles et ne pourront être divulguées à aucune autre personne sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie. Cette obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant la durée de la présente Convention et pendant une période de trois (3) ans après son terme.

### **11.2. Exceptions**

Nonobstant l'Article 11.1, les informations confidentielles peuvent être divulguées sans accord et sans donner lieu à une violation des obligations contenues dans le présent Article XI dans les cas suivants :

- (a) à une Société Affiliée, à condition que cette Société Affiliée accepte d'être liée par la présente clause de confidentialité ;
- (b) à un organisme gouvernemental ou autre entité gouvernementale ou réglementaire dans la mesure où la loi l'exige ;
- (c) dans la mesure où la loi et les réglementations applicables l'exigent ou dans le cadre de toute procédure judiciaire ou en raison d'une ordonnance de tout tribunal ayant force obligatoire pour une Partie ;
- (d) aux avocats engagés ou proposés d'être engagés par ladite Partie si la communication de ces informations est indispensable au travail desdits avocats pour ladite Partie et à condition que ces avocats soient tenus à une obligation de confidentialité ;
- (e) aux prestataires ou consultants engagés ou dont il est proposé qu'ils soient engagés par ladite Partie si la communication de ces informations est indispensable au travail desdits prestataires ou consultants pour ladite Partie,

à condition que ces prestataires ou consultants acceptent d'être liés par les termes d'un accord de confidentialité contenant des conditions et des dispositions similaires en substance à celles des présentes ;

- (f) à un cessionnaire ou repreneur potentiel de bonne foi, à condition que ce cessionnaire ou repreneur potentiel accepte d'être lié par les termes d'un accord de confidentialité contenant des conditions et des dispositions similaires en substance à celles des présentes ; ou
- (g) dans la mesure où les règles ou les exigences de toute bourse de valeurs reconnue l'exigent.

## **Article XII**

### **Divers**

#### **12.1. Lien avec le CPP**

Les Parties reconnaissent que le Vendeur est le « Contractant Raffinage » et que la présente Convention est la « Convention de Commercialisation » tels que ces termes sont définis et dénommés dans le CPP et à ce titre, le Vendeur détiendra, et l'État octroie par les présentes, tous les droits et bénéfices dont il est convenu qu'ils soient au bénéfice du Contractant Raffinage tel que prévu dans le CPP au titre de la Convention de Commercialisation ou autre y compris, sans que cela soit limitatif, tous les avantages de la Convention d'établissement signée le 16 août 2009 entre la République du Niger et la SORAZ et autres avantages décrits à l'Annexe G du CPP (collectivement, les « **Droits Raffinage** »). Nonobstant toute disposition contraire des présentes, aucun terme de la présente Convention ne saurait être interprété comme une renonciation, une décharge ou une restriction ou une limitation des Droits Raffinerie.



## **12.2. Garanties Implicites**

Sauf disposition expresse de la présente Convention et dans la mesure autorisée par le droit applicable, l'ensemble des conditions, garanties, déclarations, assurances, promesses ou engagements explicites, implicites, statutaires ou autre pris par ou pour le compte de l'une des Parties ou de l'une quelconque de leurs Sociétés Affiliées respectives sont expressément exclus par les présentes. Par les présentes, les Parties renoncent à se prévaloir des garanties et conditions implicitement prévues par la loi qui sont en conflit avec la présente convention.

## **12.3. Dommages Indirects**

Une Partie ne sera en aucun cas responsable vis-à-vis d'une autre Partie, que ce soit à titre conventionnel (y compris une violation de garantie), délictuel, quasi-délictuel, civil, au titre d'une violation d'une obligation législative ou autre : (a) d'un quelconque dommage particulier, accessoire, indirect ou spéculatif ; ou (b) d'un quelconque dommage indirect qui n'est pas causé directement par l'événement qui a causé le dommage ou avec lequel il n'existe aucun lien de causalité direct, y compris une perte de bénéfices anticipés, préjudice de réputation et d'image et perte d'affaires futures anticipées.

## **12.4 Cession**

Aucune Partie ne peut céder l'un quelconque de ses droits ou reprendre l'exécution totale ou partielle de la Convention aux termes de cette dernière, sans l'accord préalable écrit des autres Parties, qui ne saurait être refusé ou retardé sans raison valable. Nonobstant toute cession ou tout transfert, la Partie cédante ou transférante, selon le cas, demeurera dans tous les cas responsable de la bonne exécution de la Convention.

### **12.5. Respect des Lois**

Sous réserve de l'Article 12.14 (Stabilisation), les Parties déclarent et garantissent les unes vis-à-vis des autres qu'elles ont respecté et respecteront à l'avenir l'ensemble des lois et réglementations environnementales applicables régissant les caractéristiques, la manutention et la gestion du Produit vendu aux termes de la présente Convention. L'Acheteur déclare et garantit en outre qu'il prendra toutes les précautions nécessaires en fonction des circonstances afin de prévenir tout déversement ou toute perte du Produit dans l'environnement après en avoir pris livraison auprès du Vendeur.

### **12.6. Coûts et Dépenses**

Dans chacun des cas exposés dans la présente Convention, si une Partie est responsable à l'égard d'une autre Partie pour des dépenses, coûts, pertes ou dommages, ladite Partie devra, dans la plus grande mesure autorisée par le droit applicable, indemniser et dégager la responsabilité de l'autre Partie au titre desdits dépenses, coûts, pertes ou dommages.

### **12.7. Limitations de Responsabilité**

Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, en ce qui concerne toute réclamation de quelque nature qu'elle soit, l'ensemble des responsabilités du Vendeur à l'égard de l'Acheteur ou de l'État dans le cadre de la transaction entre les Parties ne saurait en aucun cas excéder un montant égal au prix payé par l'Acheteur pour le Produit aux termes de la présente Convention.

### **12.8. Notifications**

Toutes notifications (y compris les avis de réclamation), actes et factures seront effectuées par écrit et en français, à l'adresse de l'autre Partie figurant ci-dessous :



**Pour le Vendeur :**

**La Société de Raffinage Zinder S.A.(SORAZ)**

Adresse : Niamey, République du Niger, N21 Rue  
Ambassade 13, Quartier KOUARA KANO Commune I,  
BP:13.960

Téléphone : (+227) 20726107

Fax : 00227-20726107

**Pour l'Acheteur ou l'État :**

Adresse : Ministère de l'Energie et du Pétrole      SONIDEP

Téléphone : 20 73 45 82/ 20723851      103 Avenue de l'Afrique.

Fax : (+227) 20 73 98 99      BP 11702, Niamey, Niger

(a) Toute notification sera réputée reçue :

- (i) à sa remise en main propre avec accusé de réception écrit (toute notification ainsi remise sera réputée avoir été reçue à la date de l'accusé de réception du destinataire) ;
- (ii) à sa transmission par télécopie, avec récépissé de transmission, son envoi par courrier international (toute notification ainsi remise avant 16h00 un Jour Ouvré, sur la base du fuseau horaire du destinataire, sera réputée avoir été reçue ledit Jour Ouvré, et toute notification ainsi remise après 16h00 sera réputée avoir été reçue le Jour Ouvré suivant le jour auquel elle a été transmise) ; ou
- (iii) à sa remise par courrier international (toute notification ainsi remise sera réputée avoir été reçue à la date de

4

l'accusé de réception du destinataire).

- (b) L'utilisation du télex pour les correspondances reçues et envoyées est expressément exclue pour toutes communications.
- (c) Toute Partie peut désigner une autre adresse pour des communications spécifiques tel que requis à tout moment, et peut changer toute adresse par le biais d'une notification conformément au présent Article 12.8.

### **12.9. Santé, Sécurité et Environnement**

L'Acheteur communiquera à ses employés, agents, prestataires et entités auxquels il fournit le Produit livré aux termes des présentes **[une fiche de données de sécurité et]** toutes les autres informations pertinentes en matière de santé, de sécurité et d'environnement concernant le Produit livré aux termes des présentes. L'Acheteur sera en charge d'assurer le respect de toutes les obligations à cet égard. Dans la mesure autorisée par le droit applicable.

### **12.10. Renonciation**

Toute renonciation à faire valoir un manquement à tout terme ou condition contenu dans les présentes ne saurait constituer une renonciation à faire valoir tout autre manquement ultérieur audit terme ou condition ou à tout autre terme ou condition.

### **12.11. Modifications**

Toute modification de, ou renonciation à, toute disposition de la présente Convention, ne sera valable que si elle est effectuée par le biais d'un avenant signé par toutes les Parties indiquant précisément que la présente Convention a été modifiée.



#### **12.12. Divisibilité**

Au cas où toute stipulation (ou partie de toute stipulation) de la présente Convention est déclarée nulle, inapplicable ou illégale par tout tribunal ou tout organe administratif ou toute autre juridiction compétente, les stipulations restantes conserveront leur plein effet. Toute stipulation nulle, inapplicable ou illégale qui serait valable, exécutoire ou légale si elle était en partie supprimée ou modifiée, fera l'objet d'un avenant à la présente Convention prenant en compte la modification nécessaire.

#### **12.13. Titres**

Les titres utilisés dans cette Convention le sont uniquement pour des raisons pratiques et ne sont indicatifs d'aucun des contenus de la Convention.

#### **12.14. Stabilisation**

- (a) Pendant toute la durée de validité de la présente Convention, l'État garantit qu'il ne sera pas fait application au Vendeur, sans son accord préalable, d'une modification aux lois de la République du Niger ayant pour effet :
  - (i) d'aggraver, directement ou par voie de conséquence, immédiatement ou à terme, les obligations et charges imposées au Vendeur par les stipulations de la présente Convention ou les lois en vigueur à la date d'entrée en vigueur du CPP ;
  - (ii) de porter atteinte aux droits et avantages économiques du Vendeur résultant de la présente Convention ou des lois en vigueur à la date d'entrée en vigueur du CPP.
- (b) En cas de changement apporté par l'État aux lois actuelles après la date d'entrée en vigueur du CPP dont l'application à la présente Convention aurait pour effet de modifier les

conditions économiques et financières, les obligations et charges ainsi que les droits et avantages différents de ceux prévus à la présente Convention, les Parties conviendront des modifications à apporter à la présente Convention afin d'en préserver l'économie.

A défaut d'accord entre les Parties dans un délai de quatre-vingt dix (90) Jours à compter de la date de l'ouverture des négociations en vue de l'adoption des modifications conventionnelles nécessitées par les changements mentionnés dans le présent Article, lesdits changements ne s'appliqueront pas au Vendeur.

Toutefois, la stabilité visée au présent article ne s'applique pas à la réglementation sur le travail et sur l'environnement conformément à la Convention d'Etablissement sus citée.

#### **12.15. Intégralité de la Convention**

Sous réserve du CPP, la présente Convention représente l'intégralité de l'accord entre les Parties pour ce qui concerne l'objet qui y est visé et annule et remplace toutes autres représentations et garanties, tous accords antérieurs, oraux ou écrits, se rapportant à cet objet. Chacune des Parties garantit que, dans le cadre de la présente Convention, elle ne s'est fondée sur aucune des déclarations et garanties, écrites ou orales, faites par ou pour le compte de l'autre Partie, autres que les déclarations et garanties expressément visées à la présente Convention et au CPP, et s'est exclusivement fondée sur ses propres connaissances et son propre jugement.

#### **12.16. Exemplaires**

La présente Convention peut être signée par les Parties en trois (03) exemplaires qui seront chacun réputés être un original et qui tous pris ensemble constitueront une seule et même convention

9



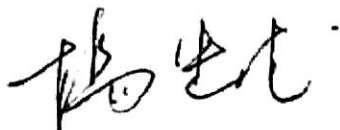


ayant le même effet comme si chaque signature de chacun desdits exemplaires avait été apposée sur un seul exemplaire de la Convention. La présente Convention n'entrera en vigueur qu'une fois que tous lesdits exemplaires auront été signés et dûment échangés ou remis par chacune des Parties.

En foi de quoi, les Parties aux présentes ont signé la présente Convention à la date indiquée ci dessous.

**POUR LE VENDEUR :**  
**SORAZ S.A.**

Par: **YANG ZHONGDE**  
Fonction : Directeur Général



**POUR L'ACHETEUR :**  
**1/ SONIDEP S.A.**

Par: **IDA NGC BOSMANE**  
Fonction : Directeur Général

**2/ L'ETAT :**

Par: **FOUMAKOYE GADO**  
Fonction : Ministre de l'Energie et du Pétrole



### **Annexel –Lieux de Livraison**

Le lieu de livraison des Produits est le Poste de Chargement de la SORAZ. Les risques liés aux Produits avant le transfert de propriété sont supportés par le vendeur.

4

  
10/11



## **Annexe 2 – Quantité**

L'acheteur accepte les Produits pour 7.000 Barils plus ou moins vingt pour cent ( $\pm 20\%$ ) par jour en moyenne, en raison de 2.500 Barils plus ou moins vingt pour cent ( $\pm 20\%$ ) par jour pour l'essence et 4.500 Barils plus ou moins vingt pour cent ( $\pm 20\%$ ) par jour pour le gas-oil.

9



### **Annexe 3 – Spécifications**

1. Les spécifications des produits d'essence et de gas-oil adoptent les spécifications concernées de SORAZ, la situation concrète est comme suit :
2. Les spécifications concernées de SORAZ adoptent les spécifications du Niger.

La SORAZ se conformera à toute autre spécification qui interviendra ultérieurement.

8





# ANNEXE 3 - SPECIFICATIONS (NOTE : STIPULER LA SPECIFICATION DE CHAQUE PRODUIT ET SON CHAMP DE TOLERANCE)

1. Les spécifications des produits d'essence et gas-oil adoptent les spécifications concernées de S.A.R.L du Raffinage de Zinder, la situation concrète est comme suit :
2. Les spécifications concernées de S.A.R.L adoptent les spécifications du Niger, la situation concrète est comme suit : selon ARRETE N°00103/MME/DH DU 15 NOVEMBRE 2005

## SUPER 91

### SPECIFICATIONS

Couleur	Aspect	Masse volumique	Distillation	Pression de vapeur	Teneur en soufre	Corrosion	Teneur en gommes	Indice d'octane	Teneur en plomb	Stabilité à l'oxydation
Jaune pâle	limpide	Entre 710 et 790 kg/m <sup>3</sup>	Inférieur ou égal à 2%	Comprise entre 450 et 635 hectopascals à 37.8°C	1500 ppm max	Cotation 1 b maxi 3h à 50°C	Inférieur ou égale à 10 mg/100 cm <sup>3</sup>	>= 91	Non détectable	>= 240 minutes

## GAZ OIL

### SPECIFICATIONS

Couleur	Aspect	Masse volumique	Distillation	Pression de vapeur	Teneur en soufre	Corrosion	Teneur en gommes	Indice d'octane	Teneur en plomb	Stabilité à l'oxydation
Rouge	Limpide	Comprise entre 700 et 750 kg/m <sup>3</sup>	Résidu <= à 2%	Comprise entre 450 et 635 à 37.8°C	<= à 0.25%	1b maximum	Inférieur ou égale à 10 mg/100 cm <sup>3</sup>	Au moins = 90	Plomb métal <= à 0.85g/l	>= 240 minutes

La SORAZ se conformera à toute autre spécification qui interviendra ultérieurement.

**Annexe 4 – Fixation des prix** [Note: fixer les formules de fixation des prix des produits. Pour le Niger, les formules de fixation des prix des produits sont basées sur les prix des marchandises au marché international avant le dédouanement, envoyées de l'extérieur à la frontière nigérienne selon la stipulation de l'alinéa 9.5 de l'annexe G du CPP. ]

Avant le jour calendaire du 20 du mois, les Parties vont déterminer les prix des produits pétroliers du mois prochain en consultant les prix moyens méditerranéens FOB des produits-finis pétroliers au marché international, en plus du fret de la Région méditerranéenne au port de Cotonou, Bénin ( ou port de Lomé, Togo ), et le fret du transport terrestre du port de Cotonou à Gaya,( ou Lomé à Torodi) au Niger, ainsi que les taxes applicables.

Néanmoins, pour les six (6) premiers mois à compter de la date de Mise en Service de la Raffinerie, les Parties ont convenu de fixer les prix des Produits Raffinés vendu par SORAZ à SONIDEP comme suit :

Essence : trois cent trente six (336) FCFA/ litre;

Gasoil : trois cent quarante (340) FCFA/ litre;

## **Annexe 5 – Mesurage et inspection**

### **1. Demandes de livraison et de mesurage**

**1.1** Le vendeur effectuera l'opération de mesurage au site de livraison, l'acheteur effectuera la surveillance ;

**1.2** Les installations de réception et de transport des produits pétroliers de l'acheteur doivent être compatibles avec le système de manutention du vendeur. Selon les spécifications de sécurité de l'industrie du raffinage pétrolier international, le vendeur peut refuser la manutention des produits pétroliers aux installations de réception et de transport qui ne correspondent pas aux demandes, de cette raison, les frais augmenté en raison de rénovation seront supporté par l'acheteur.

### **2. Réception**

**2.1** Le vendeur doit prélever l'échantillon du produit pétrolier selon la spécification, sceller l'échantillon sous la surveillance de l'acheteur pour l'inspection éventuelle à l'avenir lorsque le vendeur livre le produit pétrolier.

**2.2** En quinze (15) jours après la livraison des produits pétroliers, si le vendeur n'accepte pas la notification par écrit de l'acheteur qui questionne la quantité et la qualité des produits pétroliers, il est considéré que la quantité et la qualité des produits pétroliers livrés par le vendeur correspondent complètement aux engagements de la Convention.

**2.4** Si l'acheteur questionne la qualité des produits pétroliers en quinze (15) jours après la livraison des produits pétroliers, l'acheteur doit conserver convenablement les produits pétroliers. Si l'acheteur ne conserve pas convenablement les produits pétroliers, provoquant la non conformité de la qualité des produits pétroliers



avec celle lors de la livraison du vendeur, l'acheteur va perdre le droit de réquisition de l'indemnité.

**2.5** En quinze (15) après la livraison des produits pétroliers, si l'acheteur considère que la qualité des produits pétroliers ne correspond pas aux engagements de la Convention, les deux parties de l'acheteur et du vendeur doivent choisir une institution d'inspection d'autorité acceptée conjointement par les deux parties pour effectuer l'inspection de l'échantillon du produit pétrolier. Si le résultat de l'inspection correspond à la spécification des engagements de la Convention, le frais d'inspection et les frais concernés seront supportés par l'acheteur. Sinon, le frais d'inspection sera supporté par le vendeur.

**Annexe 6 – Bulletin de Notification**

**Bulletin de Notification de l'Acceptation des Produits Pétroliers**

Numéro de bulletin:

Date:

A: Centre de Vente de SORAZ

Adresse :

Téléphone :

Notre société voudrait régler l'acceptation des produits pétroliers en \_\_\_\_ (mois), \_\_\_\_ (année) au forme de chaque jour calendrier sans interruption, et assurer que la quantité de tolérance de l'acceptation quotidienne de chaque produit pétrolier ne dépasse pas 20% ; si on ne peut pas accepter des marchandises selon cette planification, notre partie va émettre la notification par écrit 7 jours d'avance. La personne habilitée à accepter les marchandises est:

Lieu d'acceptation des marchandises : Centre de Vente de SORAZ. Veuillez le régler.

Date	Désignation du produit pétrolier	Spécification	Quantité (litre)	Observation
1. ____ (mois)				
2. ____ (mois)				
3. ____ (mois)				

SONIDEP

8

14